

➤ **Attentat sur la route d'Eilat : et la responsabilité de l'Egypte ?**

Attentat sur la route d'Eilat : et la responsabilité de l'Egypte ?

Par Zvi MAZEL

Ancien ambassadeur d'Israël en Egypte
Fellow of JCPA (Jerusalem Center for Public Affairs)

Conseil militaire suprême égyptien

L'Égypte accuse Israël de ne pas en faire assez pour assurer la sécurité de la frontière séparant les deux pays et fait état de son intention de rappeler son ambassadeur de Tel-Aviv à la suite de la mort de trois soldats égyptiens lors de l'attaque terroriste sur la route d'Eilat, le 18 août. Le Conseil militaire suprême, qui dirige l'Égypte depuis la chute de Moubarak, cherche en fait à faire oublier que lui-même n'a pas réussi à imposer le calme dans la péninsule du Sinaï en rejetant la faute sur un autre – Israël évidemment, selon un rituel bien établi en Égypte. Il ne fallait sans doute pas s'attendre à ce que le pays d'où sont venus les terroristes l'admette et exprime ses regrets tout en suggérant qu'une enquête soit effectuée conjointement par l'Égypte et par Israël pour déterminer ce qui s'est passé exactement et s'assurer que de tels événements ne se reproduisent pas.

Critiques de généraux à la retraite

Il y a à peine une semaine, un certain nombre de généraux égyptiens à la retraite accusaient publiquement ce même Conseil Militaire de négliger dangereusement la situation dans la péninsule. S'exprimant devant la presse, ils déclaraient que le gouvernement central ne contrôlait plus cette région et demandait l'instauration immédiate de l'état d'urgence au Sinaï de façon à imposer, sans délai, un couvre-feu pour permettre à l'armée de prendre les mesures nécessaires. « *Une ligne rouge a été franchie* » a dit l'un d'eux ; ce qui se passe au Sinaï menace aujourd'hui la sécurité de l'Égypte. Ils ont encore ajouté qu'un certain nombre d'organisations islamistes extrémistes agissaient au Sinaï dans l'immunité la plus totale et que l'anarchie régnait dans cette région.

Ce cri d'alarme a été provoqué par la recrudescence des attaques lancées par des éléments armés non identifiés contre des établissements publics, comme les postes de police, ainsi que les cinq opérations contre le pipeline conduisant le gaz égyptien

vers la Jordanie et vers Israël. La cinquième opération a stoppé le flot de ce gaz, causant de lourdes pertes financières à l'Égypte. Il était apparu clairement que le gouvernement de transition n'arrivait pas à assurer son emprise sur le Sinaï et que ce « *vide* » avait été immédiatement comblé par des éléments hostiles à l'Égypte – et à Israël.

Menaces salafistes

Il a fallu deux développements dramatiques pour que le Conseil Militaire Suprême se décide enfin à agir. D'abord une attaque armée en règle contre le poste de police de la ville d'El Arish qui a échoué, puis la déclaration des organisation salafistes du nord-Sinaï de leur intention d'établir des tribunaux islamiques et de faire exécuter leurs décisions par six mille jeunes armés appartenant à leurs groupes. Ayant pris la mesure du danger, le Conseil a renforcé ses dispositifs de sécurité autour du Canal de Suez et a envoyé des troupes pour rétablir l'ordre dans la péninsule.

Les événements qui se sont déroulés le 18 août sur la route d'Eilat montrent bien l'anarchie qui règne dans la région. Une vingtaine de terroristes venus de Gaza, ayant sans doute transité par les tunnels, puissamment armés et disposant de grandes quantités d'explosifs, ont pu se mouvoir sur le sol égyptien pendant au moins une semaine. Il est évident qu'ils ont reçu un soutien logistique d'une ou plusieurs des organisations extrémistes actives dans la région pour se procurer des véhicules, de la nourriture et de l'eau. Ils ont dû établir des postes d'observation rudimentaires pour étudier la route d'Eilat et choisir la cible à attaquer. On peut se demander comment tout cela n'a pas été vu par les Égyptiens. On sait que des milliers de membres des divers services égyptiens de sécurité – en civil et en uniforme – circulent dans la région ; comment un groupe si important a-t-il pu parcourir 240 kilomètres sans être repéré ? Que dire des positions égyptiennes le long de la frontière ? Les soldats n'auraient-ils rien vu ? Ou bien auraient-ils vu et fermé les yeux ? Certains auraient-ils même accepté de prêter leur concours ?

Accusation contre Israël

Il est certain que le côté égyptien n'a pas fait ce qu'il aurait du faire – ce qui n'empêche pas le Conseil suprême de blâmer Israël. Le résultat ? Des manifestations contre Israël au Caire, à Alexandrie et à Suez ; des appels à expulser l'ambassadeur d'Israël et même de rompre les relations diplomatiques. Des manifestations probablement orchestrées par les Frères Musulmans, de nos jours une force politique parfaitement légale en Égypte ; leur porte-parole a appelé ouvertement à la rupture des relations. Le plus triste reste que deux personnalités candidates à la présidence ont sauté sur l'occasion : Amr Moussa a demandé une réaction énergique et Mohammed el Baradei s'est déclaré en faveur d'une suspension des relations diplomatiques. Il est évident que le Conseil Suprême a noté les manifestations et les appels....

Heureusement, d'autres voix se sont faites entendre : les commentateurs égyptiens cités plus haut

ont déclaré qu'il ne fallait surtout pas écouter la foule et qu'il y avait lieu d'adopter une attitude plus responsable afin d'éviter une crise ouverte avec Israël. Le général à la retraite Abdelmoneim Kato a demandé l'ouverture immédiate d'une enquête associée à une réaction mesurée par les voies diplomatiques. Il a ajouté que les troupes égyptiennes devaient continuer à combattre les fauteurs de troubles au Sinaï et à rétablir l'ordre. Selon un autre commentateur, Mohamed Gamal Edin Mazloum, dans l'état actuel des choses l'Égypte n'a aucun intérêt à entrer en crise avec Israël, un pays qui n'a rien fait d'autre que se défendre contre une attaque sur une route se trouvant sur son territoire.

L'Égypte doit donc faire face à un problème majeur au Sinaï où se trouvent aujourd'hui beaucoup plus d'extrémistes musulmans que par le passé. Certains sont venus de Gaza ; il est certain que les iraniens mettent la main à la pâte. Des réseaux sophistiqués de contrebande font passer, du Soudan à Gaza à travers le Sinaï, armes, explosifs et missiles venus de l'Iran et du Hezbollah. Face à la faiblesse du gouvernement central, certains éléments rêvent de créer une « zone islamique libre » - comme ce fut le cas pour El Qaeda en Afghanistan - qui servirait de plateforme pour des attaques contre Israël mais aussi contre l'Égypte et les pays voisins.

Ni Israël, ni l'Égypte n'ont intérêt à une escalade politique après l'incident actuel. Il est urgent d'éviter les discours enflammés. Il faut une enquête approfondie, menée conjointement, pour comprendre ce qui s'est passé. Dans un Moyen-Orient en pleine ébullition la paix entre Israël et l'Égypte est plus que jamais nécessaire aujourd'hui.